



5ème Réunion Ministérielle du g7+, le 26 et 27 juin 2019

Communiqué de Lisbonne

Nous, ministres et délégués des pays du g7+, nous sommes réunis au cours de la 5ème Réunion Ministérielle du g7+ à Lisbonne, au Portugal, le 26 et 27 juin 2019.

Nous exprimons nos sincères remerciements au Gouvernement et au Peuple de la République Démocratique du Timor-Leste pour le soutien continu envers le g7+. Nous sommes particulièrement reconnaissants aux partenaires de développement pour leur soutien, en particulier pour le soutien financier apporté au secrétariat du g7+ par la Suède et pour l'engagement pris par la Finlande.

Nous sommes encouragés par le fait que le g7+ est devenu un groupe de plus en plus influent de la scène mondiale et nous réaffirmons notre volonté de continuer à jouer un rôle actif au niveau mondial.

Tout en reconnaissant que des conflits sont toujours en cours dans certains pays membres, nous sommes encouragés par les processus de paix enclenchés dans des pays membres tels que l'Afghanistan, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Yémen. Nous réaffirmons que ces processus doivent être gérés et dirigés par les pays et être des processus inclusifs afin de parvenir à une paix et une stabilité durable. Nous réitérons notre appel collectif à la communauté internationale, en particulier aux Nations Unies, afin de s'engager à aider les pays touchés par un conflit à parvenir à la paix à travers un sincère dialogue et une réconciliation authentique, dans le respect des souhaits des citoyens.

Nous remercions la communauté internationale et les pays qui ont aidé et accueilli des réfugiés et des personnes déplacées originaires de pays ravagés par la guerre, frappés par la pauvreté et affectés par les changements climatiques. Cependant, nous sommes convaincus qu'il ne suffit pas de réagir aux conséquences des conflits et des crises sous forme d'assistance humanitaire. Il est nécessaire de promouvoir la paix et une stabilité durable dans les pays touchés par le conflit. Par conséquent, nous appelons la communauté internationale, les Nations Unies, les pays hôtes et les puissances régionales à contribuer à la résolution des conflits et de leurs causes profondes. Le g7+, par sa sagesse et ses expériences collectives, réaffirme sa détermination à ne ménager aucun effort pour aider les pays dans ces efforts.

Convaincus que l'accès à une justice équitable est un catalyseur pour une paix durable et un pilier important du renforcement de l'État, nous reconnaissons et soutenons la Déclaration et le Plan d'action commun issus de la Réunion Ministérielle du g7+ sur l'*Accès à la justice pour tous dans les pays touchés par le conflit* le 19 et 20 juin 2019 à La Haye, aux Pays-Bas.

Nous restons fermement convaincus que des bases économiques résilientes sont indispensables au maintien de la paix et du développement. Nous avons dans nos pays respectifs une importante population jeune qui a besoin de possibilités d'emploi pour être source de prospérité plutôt que facteur d'instabilité. Nous appelons donc nos partenaires de développement et tous les acteurs du secteur privé engagés à la paix à nous aider à réaliser notre potentiel, devenir autonomes et créer des emplois.

Considérant que nos pays sont dotés de richesses naturelles et autres potentialités qui peuvent être source de croissance économique et de prospérité s'ils sont efficacement gérés, nous nous engageons à établir une plateforme ministérielle du g7+ sur la gestion des ressources naturelles pour faciliter le partage des connaissances et des expériences dans ce domaine.

Nous réaffirmons notre attachement aux principes du *New Deal*, à l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et nous nous engageons à améliorer leur efficacité au niveau des pays.

En tant que groupe de l'IDPS, nous accueillons le projet de Vision pour la Paix de l'IDPS et nous nous engageons à travailler avec nos partenaires pour atteindre ses objectifs.

Nous décidons à l'unanimité que la Sierra Leone conserve la présidence du g7+ jusqu'à la prochaine Réunion Ministérielle et nous désignons l'Afghanistan pour la vice-présidence jusqu'à ce moment-là.

Nous remercions la République Démocratique du Timor-Leste de continuer à héberger à Dili le siège du g7+, ainsi que le Gouvernement de la République du Portugal et le Conseil municipal de Lisbonne d'accueillir le Délégation Européenne du g7+ qui jouera un rôle crucial dans le soutien des États membres.

Nous approuvons la décision de lancer le processus d'obtention auprès de l'ONU du statut d'observateur pour le g7+. Nous chargeons le Secrétariat du g7+ de collaborer avec la Mission permanente du pays qui assure la présidence pour engager le processus de soumission de candidature à New York et nous faisons appel à tous les membres des Nations Unies de nous soutenir dans ce processus.

Nous nous engageons à poursuivre le processus de ratification de la Charte du g7+ dans nos pays respectifs et, dans le cadre de la consolidation de l'organisation et du maintien des activités du g7+, nous réaffirmons notre attachement à la contribution volontaire contenue dans la Charte.

Nous approuvons les priorités stratégiques proposées pour 2019-2021, y compris le plan d'action pour la coopération fragile à fragile, et nous chargeons le Secrétariat de préparer un Plan de financement à cet effet tout en appelant nos partenaires à soutenir les priorités convenues. Nous nous félicitons aussi des conclusions de l'examen indépendant du g7+.

En continuant notre chemin vers la résilience, nous sommes impatients de célébrer le dixième anniversaire du g7+.